



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 16-20 novembre 2020

Distribution: générale	Point 6 de l'ordre du jour
Date: 15 octobre 2020	WFP/EB.2/2020/6-D/Add.1
Original: anglais	Rapports d'évaluation
	Pour examen

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Réponse de la direction aux recommandations issues du rapport succinct de l'évaluation du plan stratégique pour le Timor-Leste (2018-2020)

Contexte

1. Le présent document fait état de la réponse apportée par la direction aux recommandations contenue dans le rapport succinct de l'évaluation du plan stratégique de pays établi pour le Timor-Leste (2018-2020).
2. L'évaluation porte sur la stratégie, les interventions et les systèmes mis en œuvre par le PAM entre 2015 et 2019. Fondée sur une approche consultative axée sur l'utilisation, elle répond à un double objectif qui consiste à rendre compte de l'action menée et à favoriser l'apprentissage; elle sert également à guider l'élaboration du nouveau plan stratégique pour le Timor-Leste.
3. Le rapport d'évaluation présente quatre recommandations principales, dont trois se scindant chacune en recommandations secondaires détaillées. Deux recommandations sont d'ordre stratégique et deux à caractère opérationnel. C'est essentiellement au bureau de pays qu'il appartient de les mettre en œuvre, avec l'aide des divisions et des services du Siège et du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique (Bangkok).
4. Le bureau de pays s'emploie actuellement à prolonger d'un an la durée du plan stratégique de pays, jusqu'en décembre 2021, ce qui permettra d'analyser pleinement la direction et la stratégie à suivre pour le prochain plan stratégique de pays. Les délais d'exécution fixés pour chaque recommandation ont été calculés en conséquence.
5. Le tableau ci-après indique si le PAM accepte, accepte en partie ou refuse chacune des recommandations principales et secondaires, et présente les mesures prévues pour l'application des recommandations, les organes responsables de leur mise en œuvre et les échéances correspondantes.

Coordonnateurs responsables:

M. J. Aylieff
Directeur régional
Asie et Pacifique
courriel: john.aylieff@wfp.org

M. D. Liu
Directeur de pays
courriel: dageng.liu@wfp.org

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT D'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE TIMOR-LESTE (2018-2020)					
Recommandations principales et secondaires (échéance entre parenthèses)	Organe responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Organe responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre
<p>Recommandation 1: Pour que l'action du PAM au Timor-Leste reste pertinente et efficace, le Siège devrait assurer un financement durable et prévisible minimum qui garantisse l'existence d'une équipe de base minimale stable dans le bureau de pays. Cette équipe devrait être composée de façon à pouvoir mener un dialogue stratégique de haut niveau et des activités de sensibilisation auprès du Gouvernement et des autres partenaires, et à se concentrer sur l'exploitation des ressources nationales et internationales. Il faudrait mobiliser des compétences techniques et des services d'appui supplémentaires pour certaines initiatives dès que des fonds autres que ceux destinés aux activités de base sont obtenus.</p>	<p>Sous-Directeur exécutif chargé du Département de la gestion des ressources et Directeur financier (Division de la planification et de la performance institutionnelles)</p>	<p>La recommandation est acceptée.</p>	<p>i) Le dialogue avec les donateurs se poursuivra pour améliorer la prévisibilité des financements et optimiser ainsi les gains d'efficacité, notamment au moyen du préfinancement. En août 2020, alors que les "possibilités" (c'est-à-dire les prévisions de dons) sur la plateforme Sales Force, l'outil d'analyse et de prévision du PAM concernant les dons et les donateurs, s'élevaient au total à 5,5 millions de dollars É.-U., 200 000 dollars seulement (soit 3,6 pour cent) ont pu être utilisés pour des préfinancements.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>Décembre 2021</p>
			<p>ii) Le PAM a entamé un processus interne de budgétisation stratégique ascendante pour passer en revue et traiter, entre autres, les aspects liés à la prévisibilité du financement des bureaux de pays à l'aide du budget administratif et d'appui aux programmes afin qu'ils puissent compter sur une équipe de base minimale stable. Le processus devrait se conclure à la fin de 2021.</p>	<p>Bureau du Directeur exécutif (Département de la gestion des ressources et bureau de pays)</p>	<p>Décembre 2021</p>

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT D'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE TIMOR-LESTE (2018-2020)					
Recommandations principales et secondaires (échéance entre parenthèses)	Organe responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Organe responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre
			iii) La Division de la planification et de la performance institutionnelles, qui relève du Département de la gestion des ressources, continuera de coopérer avec le bureau régional pour faciliter l'accès aux fonds multilatéraux qui viendront compléter ceux que se procure le bureau de pays dans le cadre de ses activités de mobilisation des ressources.	Division de la planification et de la performance institutionnelles (bureau régional)	Mi-2021
			iv) Au niveau du bureau de pays, on pourrait envisager d'avoir recours au pacte de financement de la réforme du système des Nations Unies pour le développement pour faciliter l'établissement d'une stratégie de mobilisation des ressources qui abandonnerait l'approche fragmentaire actuelle au profit d'une approche de financement globale qui permettrait d'améliorer la prévisibilité. Les conditions préalables à l'élaboration d'un plan de mobilisation des ressources devraient être examinées en collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies, et le plan établi par la suite devrait mettre l'accent sur les objectifs de développement durable prioritaires pour le pays tels que prévus dans les	Bureau de pays	Mi-2021

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT D'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE TIMOR-LESTE (2018-2020)					
Recommandations principales et secondaires (échéance entre parenthèses)	Organe responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Organe responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre
			plans nationaux. Pour que cette approche fonctionne, il faut pouvoir compter sur la confiance des donateurs, confiance qui sera renforcée grâce aux efforts que consentira l'équipe de pays des Nations Unies pour parler d'une seule voix et mobiliser conjointement les ressources.		
			v) La Division des partenariats stratégiques et la Division des partenariats publics et de la mobilisation des ressources, qui relèvent du Département des partenariats et de l'action de sensibilisation, s'efforceront, en consultation avec la Division des programmes – action humanitaire et développement, d'envisager des possibilités d'échanges entre pairs de différents pays, en tenant compte des restrictions imposées aux déplacements au niveau mondial, des connaissances acquises au niveau du pays et des exigences opérationnelles liées à la pandémie.	Département des partenariats et de l'action de sensibilisation – Division des partenariats publics et de la mobilisation des ressources, Division des partenariats stratégiques (Division des programmes – action humanitaire et développement)	Décembre 2022
			vi) La Division des partenariats stratégiques et la Division des partenariats publics et de la mobilisation des ressources, qui	Département des partenariats et de l'action de sensibilisation – Division des partenariats	Décembre 2022

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT D'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE TIMOR-LESTE (2018-2020)					
Recommandations principales et secondaires (échéance entre parenthèses)	Organe responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Organe responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre
			relèvent du Département des partenariats et de l'action de sensibilisation, s'efforceront, en consultation avec la Division des programmes – action humanitaire et développement, de saisir les occasions qui se présentent pour tenir des consultations multipartites autour des besoins les plus pressants tels qu'elles les auront définis, en vue d'échanger des connaissances sur la mobilisation de ressources et de partager des données d'expérience, en tenant compte des restrictions imposées aux déplacements au niveau mondial et de la diversité des contextes nationaux.	publics et de la mobilisation des ressources, Division des partenariats stratégiques (Division des programmes – action humanitaire et développement)	
Recommandation 2: Le bureau de pays devrait chercher à renforcer la mise en œuvre du plan stratégique de pays au moyen de partenariats, en se concentrant sur les points suivants:	Bureau de pays, (bureau régional, Département des partenariats et de l'action de sensibilisation, Division des programmes – action humanitaire et développement)	La recommandation est acceptée en partie. Voir les réponses concernant les recommandations secondaires.			Mi-2021

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT D'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE TIMOR-LESTE (2018-2020)					
Recommandations principales et secondaires (échéance entre parenthèses)	Organe responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Organe responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre
<p>2.1 Le PAM devrait nouer avec le Gouvernement une relation plus étroite et plus ciblée qui tire profit d'échanges stratégiques plus nombreux et d'une nouvelle conception des possibilités de renforcement des capacités et de transfert des responsabilités. Ses principaux partenaires devraient être le Ministère de la santé, le Service autonome des médicaments et des équipements médicaux, le Ministère de l'agriculture et de la pêche et le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports.</p>		<p>La recommandation est acceptée en partie. Son application devrait être guidée par la recommandation 4. Théoriquement, la relation avec le Gouvernement devrait prévoir la mise à disposition de fonds par les pouvoirs publics puisque ces financements vont dans le sens d'une prise en charge des programmes par le Gouvernement et d'un engagement durable de celui-ci à produire des résultats. Le choix des principaux partenaires doit se faire en fonction des secteurs qui bénéficient des fonds du gouvernement hôte.</p>	<p>i) La mise au point des mémorandums d'accord prévus avec les principaux intervenants, notamment les ministères et d'autres partenaires, sera achevée.</p>	Bureau de pays	Mi-2021
			<p>ii) Une stratégie de retrait, des plans de travail et des protocoles seront mis au point avec les ministères concernés.</p>	Bureau de pays	Mi-2021

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT D'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE TIMOR-LESTE (2018-2020)					
Recommandations principales et secondaires (échéance entre parenthèses)	Organe responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Organe responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre
<p>2.2 Le PAM devrait travailler à une meilleure intégration de ses programmes et de ceux des autres organismes des Nations Unies sous l'égide du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, notamment: avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance en ce qui concerne la collaboration avec le Gouvernement en vue de la définition et de la mise en œuvre d'une stratégie multisectorielle en matière de nutrition, et la poursuite des activités sur la malnutrition aiguë modérée tenant compte de la problématique hommes-femmes et des activités connexes de communication visant à faire évoluer la société et les comportements; avec l'Organisation mondiale de la Santé et le Fonds des Nations Unies pour la population aux fins de l'appui aux activités d'alimentation scolaire tenant compte de la problématique hommes-femmes (y compris la santé des adolescents), à la</p>		<p>La recommandation est acceptée. Le rôle du bureau de pays dépendra aussi de la relation établie avec le Gouvernement, telle que mentionnée dans la recommandation 2.1, et des secteurs retenus comme prioritaires par le Gouvernement.</p>	<p>i) Un plan de travail harmonisé conforme au plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et au plan national de développement stratégique sera mis au point avec les organismes partenaires.</p>	Bureau de pays	Mi-2021
			<p>ii) Le PAM fournira avec les organismes partenaires un appui pour l'élaboration d'une stratégie en matière de nutrition qui soit conforme aux priorités du Gouvernement.</p>	Bureau de pays (bureau régional)	Mi-2021
			<p>iii) Des directives nationales portant sur la sécurité sanitaire des aliments fournis dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire seront élaborées avec les organismes partenaires et soumises à l'approbation de plusieurs ministères (notamment le Ministère de la santé et le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports).</p>	Bureau de pays (bureau régional)	Mi-2021
			<p>iv) Le bureau de pays continuera d'accompagner le Ministère de la santé dans la mise en œuvre des activités de communication tenant compte de la problématique hommes-femmes et visant à faire évoluer la société et les comportements; il élargira le champ de</p>	Bureau de pays	Mi-2021

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT D'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE TIMOR-LESTE (2018-2020)					
Recommandations principales et secondaires (échéance entre parenthèses)	Organe responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Organe responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre
nutrition et à la sécurité sanitaire des aliments; et avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour la coordination permanente du secteur de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans l'ensemble des pouvoirs publics.			son aide à d'autres activités de protection sociale.		
Recommandation 3: Le bureau de pays devrait apporter au Timor-Leste des contributions ciblées en matière de conseil technique et de renforcement des capacités, qui s'appuient sur les atouts confirmés du PAM et aient une réelle utilité dans le contexte de cadres sectoriels et de partenariats plus larges dans les domaines suivants:	Bureau de pays (bureau régional)	La recommandation est acceptée en partie; voir les réponses aux recommandations secondaires			Mi-2021
3.1 Certains éléments ciblés d'une stratégie nutritionnelle multisectorielle tenant compte de la problématique hommes-femmes: <ul style="list-style-type: none"> le renforcement des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et des 		La recommandation est acceptée, mais on notera que le Ministère de la santé doit encore décider quelle formule utiliser – le système intégré des services de santé communautaires ou l'approche "santé en	i) Le bureau de pays et le Ministère de la santé mettront au point et soumettront une proposition conjointe visant à réintroduire de toute urgence un programme de supplémentation alimentaire pour les enfants de moins de 5 ans et les filles et les femmes enceintes ou allaitantes (traitement de la malnutrition aiguë modérée).	Bureau de pays	Mi-2021

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT D'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE TIMOR-LESTE (2018-2020)					
Recommandations principales et secondaires (échéance entre parenthèses)	Organe responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Organe responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre
<p>autres services nutritionnels sur le terrain (y compris dans le cadre du système intégré des services de santé communautaires), un soutien étant apporté au renforcement des capacités et des liens établis avec la sensibilisation des communautés dans d'autres secteurs tels que l'agriculture et la protection sociale;</p> <ul style="list-style-type: none"> la chaîne d'approvisionnement et la logistique y afférente pour la distribution des produits de supplémentation alimentaire; le traitement de la malnutrition aiguë modérée, éventuellement au moyen d'un nouveau protocole intégré pour la malnutrition aiguë modérée et la malnutrition aiguë sévère, en commençant par une collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur l'étude opérationnelle proposée. 		<p>famille" avec des visites à domicile. (Dans le cadre d'une approche "ciblée", on pourrait donner la priorité aux services de nutrition plutôt qu'au renforcement des liens entre l'agriculture et la protection sociale, qui pourrait être mené par les partenaires du PAM au développement).</p>	<p>ii) Du personnel de terrain du PAM sera affecté au Ministère de la santé pour fournir un appui systématique aux services intégrés de santé, aux activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, et à la chaîne d'approvisionnement du programme thérapeutique de supplémentation alimentaire.</p>	Bureau de pays	Mi-2021
		<p>La recommandation est acceptée, sous réserve de la disponibilité des stocks</p>	<p>iii) Le bureau de pays continuera de renforcer les capacités et les systèmes du Service autonome des médicaments et du matériel médical et des municipalités pour ce qui est de l'entreposage, de la gestion et de la livraison des produits alimentaires destinés au programme thérapeutique de supplémentation alimentaire.</p>	Bureau de pays	Mi-2021
		<p>La recommandation est acceptée, sous réserve que des fonds soient disponibles pour la recherche</p>	<p>iv) Le bureau de pays continuera d'appuyer le Ministère de la santé et de coopérer avec les organismes partenaires pour mettre en œuvre un protocole simplifié de gestion communautaire de la malnutrition aiguë.</p>	Bureau de pays	Mi-2021

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT D'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE TIMOR-LESTE (2018-2020)					
Recommandations principales et secondaires (échéance entre parenthèses)	Organe responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Organe responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre
3.2 Analyse et cartographie de la vulnérabilité: en s'appuyant sur des initiatives récentes, mettre en place des services complets d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité et les services de renforcement des capacités y afférents pour le Timor-Leste, au moyen d'une petite unité spécialisée au sein du bureau de pays, bénéficiant de l'appui des autres capacités en la matière dont dispose le PAM dans la région et susceptible d'apporter des contributions techniques appropriées aux systèmes nationaux de suivi de la sécurité alimentaire et de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise.		La recommandation est acceptée en partie. Les activités du PAM devraient se concentrer sur la nutrition et la sécurité alimentaire car les autres partenaires du développement apportent un appui plus important dans le domaine de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise et que toute contribution du PAM dans ce domaine, quelle qu'elle soit, pourrait donc être d'une utilité discutable.	i) Le bureau de pays prendra en main le processus de production d'un bulletin trimestriel sur la sécurité alimentaire nationale, qui sera publié en ligne et en version papier.	Bureau de pays (Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité du bureau régional)	Mi-2021
			ii) Le bureau de pays assistera le Ministère de l'agriculture et des pêches et le Ministère des finances dans leurs activités de relevé des prix, notamment pour le calcul de l'indice des prix à la consommation.	Bureau de pays (Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité du bureau régional)	Mi-2021
			iii) Le bureau de pays contribuera à une évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition avec des organisations partenaires dont le Gouvernement, l'équipe de pays des Nations Unies et des organisations non gouvernementales internationales.	Bureau de pays	Mi-2021
			iv) Le bureau de pays collaborera avec des partenaires pour combler les lacunes des programmes du Gouvernement en matière de nutrition et de sécurité alimentaire ayant une incidence sur la réalisation de l'objectif de développement durable 2.	Bureau de pays	Mi-2021

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT D'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE TIMOR-LESTE (2018-2020)					
Recommandations principales et secondaires (échéance entre parenthèses)	Organe responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Organe responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre
<p>3.3 Alimentation scolaire: jouer un rôle de soutien consultatif fort et assurer les services de renforcement des capacités y afférents avec le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports, en mettant particulièrement l'accent (afin de maximiser les retombées sur le plan de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes) sur les normes alimentaires et nutritionnelles; l'alimentation scolaire utilisant la production locale et ses liens avec le développement des systèmes alimentaires; la chaîne d'approvisionnement et les questions logistiques connexes; l'utilisation correcte des denrées enrichies produites au Timor-Leste; la santé à l'école, y compris pour les adolescents, en accordant une attention particulière à la problématique hommes-femmes; le soutien au suivi et à la gestion des données; et la priorité à donner à l'alimentation scolaire dans les budgets nationaux.</p>		<p>La recommandation est acceptée en partie. L'application de cette recommandation doit être guidée par la recommandation 4 étant donné le rôle qu'a joué le PAM dans ce domaine par le passé (et les problèmes qu'il a rencontrés). Toute activité de développement de la capacité des systèmes alimentaires et des chaînes de valeur exigerait des ressources humaines et financières supplémentaires et davantage de partenaires, ainsi que, très probablement, un allongement des délais d'au moins cinq ans.</p>	<p>i) S'appuyant sur la stratégie de renforcement des capacités convenue avec le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports, le bureau de pays et le ministère établiront ensemble l'ordre de priorité des activités (de l'examen préalable à l'évaluation) qui bénéficieront d'une assistance en 2020 et 2021, l'objectif étant de contribuer à améliorer le programme national d'alimentation scolaire.</p>	Bureau de pays	Mi-2021
			<p>ii) Après la réalisation d'une étude de faisabilité, le bureau de pays lancera un projet d'alimentation scolaire utilisant la production locale dans cinq écoles pilotes de Dili.</p>	Bureau de pays (bureau régional)	Mi-2021
			<p>iii) En collaboration avec le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports, le Ministère des finances et d'autres partenaires, le bureau de pays évaluera la possibilité d'avoir recours aux activités d'alimentation scolaire utilisant la production locale pour renforcer la chaîne de valeur et soutenir les activités rémunératrices des petits exploitants favorisant l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes.</p>	Bureau de pays	Mi-2021

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT D'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE TIMOR-LESTE (2018-2020)					
Recommandations principales et secondaires (échéance entre parenthèses)	Organe responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Organe responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre
3.4 Certains éléments ciblés du développement des systèmes alimentaires: l'enrichissement des aliments, les normes et réglementations relatives à la sécurité sanitaire des aliments (en collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé) et les liens entre les exploitations agricoles et le marché pour la supplémentation alimentaire et l'alimentation scolaire, en favorisant les possibilités et les avantages s'offrant aux femmes dans le cadre des systèmes alimentaires.		La recommandation est acceptée en partie. Le PAM se concentrera sur l'enrichissement des aliments et les normes de sécurité sanitaire des aliments car les liens entre les exploitations agricoles et les marchés exigeraient du bureau de pays un surcroît d'investissement en matière de ressources humaines et de compétences spécialisées. L'application de cette recommandation devrait être guidée par la recommandation 4.	i) La production de riz enrichi destiné au programme d'alimentation scolaire sera expérimentée dans le cadre d'activités prévoyant: la fourniture de matériel pour la production locale de riz enrichi, en collaboration avec le Centre national de logistique et des meuneries locales; la production à Timor-Leste de riz en grain enrichi dans le cadre du programme d'enrichissement du riz; et l'appui à l'élaboration de la politique, des stratégies et des manuels requis pour faciliter et soutenir la mise en œuvre du programme.	Bureau de pays (bureau régional)	Mi-2021

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT D'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE TIMOR-LESTE (2018-2020)					
Recommandations principales et secondaires (échéance entre parenthèses)	Organe responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Organe responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre
Recommandation 4: Le bureau de pays devrait réévaluer et renforcer l'approche et les méthodes du PAM en ce qui concerne le renforcement des capacités des organismes des pouvoirs publics et de la société civile qui contribuent à la réalisation de l'objectif de développement durable 2:	Bureau de pays (bureau régional, Division des programmes – action humanitaire et développement [Service chargé de l'assistance technique et du renforcement des capacités des pays])	La recommandation est acceptée.			Mi-2021
4.1 Le bureau de pays devrait entreprendre des évaluations complètes des capacités lors de la conception du nouveau plan stratégique de pays.		La recommandation est acceptée. Le bureau de pays a déjà pris contact avec le Service chargé de l'assistance technique et du renforcement des capacités des pays à cet effet.	i) Le Service chargé de l'assistance technique et du renforcement des capacités des pays fournira l'appui nécessaire aux examens des capacités des pays.	Service chargé de l'assistance technique et du renforcement des capacités des pays	Décembre 2020
			ii) Les recommandations pertinentes concernant une mission exploratoire sur la nutrition et une analyse du suivi et de l'évaluation des activités d'alimentation scolaire seront appliquées.	Bureau de pays (bureau régional, Division des programmes – action humanitaire et développement)	En cours
			iii) Le bureau régional effectuera d'autres missions exploratoires si nécessaire, une fois la recommandation 4.1 i) mise en œuvre.	Bureau régional	Mars 2021

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS ISSUES DU RAPPORT SUCCINCT D'ÉVALUATION DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE TIMOR-LESTE (2018-2020)					
Recommandations principales et secondaires (échéance entre parenthèses)	Organe responsable de l'application des recommandations (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Réponse de la direction	Mesures à prendre	Organe responsable de la mise en œuvre des mesures (bureaux et divisions d'appui entre parenthèses)	Délai de mise en œuvre
<p>4.2 Pour assurer la gestion stratégique des activités de renforcement des capacités et la pérennité des effets directs, le PAM devrait définir un cadre de suivi approprié en consultation avec le Gouvernement et les organisations de la société civile. Pour ce faire, le bureau de pays devrait utiliser les indicateurs pertinents du Cadre de résultats institutionnels et d'autres indicateurs (y compris ceux liés à la problématique hommes-femmes) dont il conviendra avec les organismes de contrepartie. En consultation avec les organisations bénéficiaires, le bureau de pays devrait veiller au suivi strict des activités de renforcement des capacités et à leur mise en œuvre complète aux niveaux local et national.</p>		<p>La recommandation est acceptée. Certains des indicateurs du plan stratégique de pays figurent dans le Cadre de résultats institutionnels et d'autres sont utilisés par le Gouvernement. Celui-ci procède actuellement à un examen de ses indicateurs et à un ajustement de ses priorités stratégiques pour tenir compte de l'impact de la COVID-19.</p> <p>Théoriquement, l'examen du renforcement des capacités des pays mentionné dans la recommandation 4.1 devrait aussi guider l'orientation et les priorités relatives à la mise en œuvre de cette recommandation (et partant, les indicateurs définis).</p>	<p>i) Le bureau de pays dirige le groupe 1 des résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.</p>	Bureau de pays	En cours
			<p>ii) Les travaux relatifs à l'élaboration d'un cadre de suivi et d'évaluation pour le programme national d'alimentation scolaire seront effectués en collaboration avec le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports et d'autres intervenants majeurs.</p>	Bureau de pays (Unité de suivi et d'évaluation du bureau régional)	Mi-2021
			<p>iii) Le PAM entamera un dialogue avec le Ministère de la santé à propos de la mise en place d'un cadre de suivi et d'évaluation pour les interventions en matière de santé et de nutrition.</p>	Bureau de pays (Unité de suivi et d'évaluation du bureau régional)	Mi-2021